

Table ronde

Perspectives sur les études de genre dans le contexte francophone

*par Rita Bencivenga*⁴³

Participantes: Catherine Wallemacq, Nadine Plateau, Diane Lamoureux, Florence Rochefort, Magali Delaloye, Marta Roca i Escoda, Patricia Roux⁴⁴.

Introduction

Dans cette deuxième table ronde, ce sont sept chercheuses qui répondent aux questions visant à dresser l'état des lieux des études genre dans quatre contextes francophones: la Wallonie, la région francophone de la Belgique, le Québec, la province canadienne dans laquelle le français constitue la seule langue officielle, la France et la Suisse Romande.

Le critère principal pour le choix de ces quatre régions a été linguistique, puisque la très riche production en langue française, reste moins connue en comparaison à la production en anglais.

Cette limitation influence la compréhension de la manière dont se sont développés les études genre, et cause un aplatissement dans l'usage du terme «genre», qui est désormais utilisé comme un mot passe partout pour signifier des concepts qui, en langue

⁴³ Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, CREF : Centre de Recherches Education et formation
Equipe de recherche : Genre, savoir, éducation.

⁴⁴ **Catherine Wallemacq, Nadine Plateau:** SOPHIA, Réseau belge des études de genre, Bruxelles
Diane Lamoureux: professeur de sociologie au département de science politique, Université Laval, Québec.

Florence Rochefort: historienne, chargée de recherche au CNRS (GSRL EPHE/CNRS), présidente de l'Institut Emilie du Châtelet ; co-présidente du DIM GID Genre Inégalités Discriminations ; co-directrice de CLIO Femmes, Genre, Histoire, Paris.

Magali Delaloye, Marta Roca i Escoda, Patricia Roux: Centre en Etudes Genre – LIEGE, Université de Lausanne.

française, ne correspondent pas toujours exactement au terme anglais « gender ». Nous avons cherché, dans la traduction en italien, à ne perdre pas cette richesse de nuances.

Il faut remarquer que l'accent mis, dans la table ronde, sur le féminisme matérialiste français, revêt un intérêt notable, puisque – pour des raisons historiques - le public italien connaît mieux le féminisme différentialiste français.

Dans les pages qui suivent, émergent différentes pistes de lecture qui pourront susciter l'intérêt des lectrices et des lecteurs selon leurs disciplines d'appartenance, leur statut d'étudiant-e ou enseignant-e, et leur perspective théorique d'élection.

Le panorama rend compte de la manière dont les parcours historiques, les offres de formation et les champs locaux de recherche s'inscrivent dans un contexte plus ample, pas toujours en langue française. Il montre comment le facteur linguistique constitue un des défis les plus grands auxquels les études genre doivent faire face pour ne perdre de leur intérêt aux yeux du monde académique.

Outre la dimension linguistique, d'autres pistes de lecture apparaissent dans toutes les réponses: les difficultés pratiques dans la transmission d'un intérêt de recherche lorsque plusieurs figures historiques du féminisme se rapprochent de l'âge de la retraite, les défis causés par un enseignement qui est fortement idéologique, et l'importance de la contamination entre monde académique et mouvements associatifs qui sont encore essentiels pour le maintien du lien entre théorie et pratique.

1. L'état des études de genre dans le contexte national: quelles sont les forces et les faiblesses?

Catherine Wallemacq, Nadine Plateau (Belgique) - En Belgique, les savoirs féministes sont apparus au cours des années 70 avec le mouvement des femmes et hors universités, ils se sont ensuite fait une place dans le milieu académique davantage au niveau de la recherche qu'au sein des cursus. La «recherche orientée vers la décision politique», soit les études commandées dans le cadre de politiques d'égalité des chances depuis le milieu des années 80, a incontestablement stimulé le développement de la recherche en genre tant en Communauté française qu'en Flandre. Néanmoins, les groupes et les centres universitaires qui aujourd'hui réunissent les chercheur-e-s sous le

thème du genre et leur offrent un soutien, restent rares et ne bénéficient pas de la reconnaissance escomptée. Ils fonctionnent comme les arbres qui cachent la forêt de la recherche en genre: ils jouissent d'une visibilité qui masque la diversité des efforts dans un nombre varié de disciplines.

Du point de vue de l'enseignement, l'introduction de cours sur le genre a été plus tardive et inégale selon les deux communautés linguistiques⁴⁵. En Flandre, une formation complémentaire en genre (Voortgezette Academische Opleiding (VAO) Vrouwenstudies) a été organisée de 1994 à 2006 et des cours d'introduction aux théories et méthodologies féministes dispensés dans certaines facultés de certaines universités. En FWB⁴⁶, seule une université organise une mineure en genre bien que des cours sur ce thème ou intégrant cette dimension augmentent en nombre, principalement dans les facultés de lettres, sciences humaines et politiques. Etant donné que les enseignant-e-s qui choisissent d'intégrer la perspective de genre dans leur cours le font sur base volontaire et bénévole, ces enseignements sont donc systématiquement en danger lorsque ces professeurs quittent le monde académique.

A l'heure actuelle, il est clair qu'en dépit d'une certaine visibilité et d'un développement certain de ces recherches et enseignements, les études de genre ne sont toujours pas intégrées structurellement dans les universités. Elles ne se voient pas allouer de moyens spécifiques. Aucun diplôme en études de genre ne certifie officiellement une formation. L'absence d'institutionnalisation est cause de précarité.

Par rapport à ces manques, le mouvement associatif féministe s'est révélé extrêmement actif bien que d'une efficacité relative. Ainsi l'association Sophia, créée en 1989 pour promouvoir les études féministes et sur les femmes dans une perspective tant académique que militante, a mené au cours des vingt dernières années une série d'actions allant d'expériences pilotes de chaire féministe dans les universités francophones ou de mainstreaming du genre dans les politiques d'égalité des universités en Belgique à la réalisation d'une banque de données recensant les recherches et

⁴⁵ Dans l'état fédéral belge, l'éducation est une matière relevant des compétences des communautés ce qui explique les différences en matière d'études de genre qu'il s'agisse de subsides, de tradition académique (plus tournée vers le monde anglo-saxon en Flandre et francophone en Communauté française).

⁴⁶ FWB, soit Fédération Wallonie Bruxelles, est le nouveau nom officiel de la Communauté française de Belgique.

enseignements dans le monde académique belge. Récemment, Sophia a réalisé une étude de faisabilité d'un master bi-communautaire et interuniversitaire en genre. Ce dernier choix s'explique par la volonté de Sophia de mettre l'accent sur la transmission des savoirs féministes et sur la formation d'étudiant-e-s qui pourraient ensuite disséminer ces savoirs dans la société et/ou qui pourraient être de futur-e-s chercheur-e-s avec un meilleur bagage théorique. L'étude menée par Sophia visait à déterminer la faisabilité de ce projet autour de l'analyse de quatre types de paramètres: légaux, de contenu, institutionnels (qui se sont traduits par la réalisation d'une étude de marché) et les bonnes pratiques. Outre la description d'un projet de master fondé sur l'établissement d'un tronc commun de cours à côté des cours à option, la recherche a fait apparaître l'existence d'une demande de la part d'étudiant-e-s qui se plaignent d'un manque cruel de formation et se voient souvent contraints d'aller chercher un enseignement ou un encadrement de qualité à l'étranger.

Toutes les actions menées par Sophia ont pour objectif d'étendre et de renforcer le réseau de coordination et de promotion des études de genre. Dans le cas du master le travail était alimenté et conduit par des groupes de travail et un comité de pilotage réunissant les personnes concernées dans les universités belges ainsi que des représentant-e-s du monde politique et des conseils interuniversitaires des deux communautés linguistiques. Ceux-ci sont régulièrement interpellés par Sophia mais si le projet Master de Sophia a reçu le soutien non négligeable de la part des ministères concernés et si des initiatives parlementaires ont eu lieu comme en FWB⁴⁷, les autorités académiques restent réticentes sinon carrément indifférentes comme en FWB. Elles laissent le champ libre aux initiatives pour autant que celles-ci se fassent bénévolement, sans perturber l'université. Or, l'université est bousculée et les efforts qu'elle exige de plus en plus du personnel académique rendent difficiles l'engagement militant et/ou les activités bénévoles. Sans signal fort en faveur de l'institutionnalisation des études de genre, c'est une impasse qui s'ouvre devant celles et ceux qui souhaitent œuvrer dans ce sens.

⁴⁷ Le Projet de proposition de loi par Zakia Khattabi (Ecolo) sur l'égalité dans les universités incluant la création dans les meilleurs délais du grade de master en études de genre sous forme de co-organisation ou co-diplomation

Diane Lamoureux (Québec) -Les études de genre se sont développées au Québec depuis les années 1970 sous l'appellation études féministes ou études des femmes.

Durant les premières années, les cours s'apparentaient plus à des activités militantes (pas reconnus dans la tâche des enseignantes⁴⁸, fréquentés autant par des étudiantes que par des militantes, par intégrés aux cursus universitaires).

À partir de la deuxième moitié des années 1970, on voit poindre un début d'institutionnalisation: des cours formels sont créés, des réseaux de profs féministes se constituent.

L'Université Concordia, suivant en cela une dynamique qui avait cours au Canada hors-Québec et aux USA, met en place un centre de *women's studies*, l'Institut Simone de Beauvoir qui a fêté récemment ses 35 ans. L'autre université anglophone, l'Université McGill fait de même en 1995.

Dans le milieu francophone, la tendance a plutôt été de développer des cours disciplinaires et de regrouper les enseignantes et les étudiantes de maîtrise et de doctorat dans un réseau plus ou moins formalisé.

Ainsi, à l'Université du Québec à Montréal, le Groupe interdisciplinaire d'étude et de recherche féministe a été formé en 1976 et il s'est transformé en institut reconnu par l'université, sous le nom d'Institut de recherche féministe en 1990, mais contrairement à ce qui se passe dans les universités anglophones, cet institut est un institut de recherche et n'a pas de pouvoir d'embauche.

Cette transformation a d'ailleurs correspondu avec la structuration de profils d'études (les concentrations) tant au premier qu'au deuxième cycle. Le même phénomène est à l'œuvre à l'Université Laval, alors que le Groupe de recherche et d'étude multidisciplinaire féministe voit le jour en 1982.

Il faudra attendre la mise sur pied du diplôme de deuxième cycle en études féministes au début des années 1990 pour que se mettent en place des cours transdisciplinaires. La particularité de l'Université Laval est cependant d'avoir obtenu la Chaire d'étude sur la condition des femmes en 1988. Il est à noter qu'au plan de l'enseignement, au moins au premier cycle, les cours sont restés départementaux, sans

⁴⁸ Puisque la majorité des personnes concernées sont des femmes, j'ai choisi d'utiliser le féminin comme générique s'appliquant à tous les sexes.

activités spécifiques et transdisciplinaires. Il y a également des réseaux féministes à l'Université de Sherbrooke et à l'Université du Québec en Outaouais. Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, l'Université Laval offre également sur une base annuelle une Université féministe d'été.

Mentionnons également que, sur le plan de la recherche, les organismes subventionnaires publics ont partiellement soutenus la recherche féministe. À la fin des années 1980, le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, a réservé des fonds à la recherche sur les femmes et le Fonds québécois de recherche sociétés et cultures a régulièrement subventionné des projets de recherche se situant explicitement dans une perspective féministe. La revue *Recherches féministes*, née à l'Université Laval en 1988, est une revue savante reconnue et subventionnée.

En 2011, s'est mis en place le *Réseau québécois en études féministes* (REQEF) qui permet de mettre en lien autant celles dont les institutions disposent d'un réseau structuré en études féministes que celles qui sont dans des institutions n'en disposant pas. Il permet le développement de collaborations de recherche interuniversitaires et internationales. Il organise également des journées d'études, des conférences, des colloques et des « classes de maître ». Il permet également de valoriser le transfert de connaissances entre les universités et les groupes de femmes.

Si l'on examine maintenant les forces et les faiblesses du domaine, on peut noter, depuis la formation du REQEF, une meilleure intégration dans le domaine de la recherche au plan national : les colloques étudiants féministes, les écoles d'été, les classes de maître, les colloques annuels organisés dans le cadre de l'ACFAS⁴⁹, les collaborations de recherche subventionnée, l'existence d'une revue savante, *Recherches féministes* peuvent s'épauler mutuellement et produire à la fois de plus grandes synergies et une plus grande visibilité.

Dans le domaine de l'enseignement, la situation est plus éclatée. Dans le modèle anglophone, il est possible d'avoir un enseignement intégré à la fois parce qu'il y a des cours transdisciplinaires et parce qu'il est possible de calibrer le niveau de difficulté des cours et d'introduire des séquences logiques d'apprentissage (cours préalables à

⁴⁹ Organisme qui chapeaute les sociétés professionnelles universitaires de tous les disciplines qui organise un gros colloque tous les printemps et comporte une section féministe clairement identifiée.

d'autres). C'est beaucoup plus difficile à réaliser avec des cours qui restent disciplinaires, ce qui est le cas dans la plupart des universités francophones, le travail de synthèse étant à peu près entièrement à la charge de l'étudiante. De plus, comme les réseaux existants sont essentiellement des réseaux de recherche, l'offre réelle de cours et les embauches sont sous la responsabilité des divers départements universitaires, ce qui nuit à la cohérence et à la régularité des enseignements.

Un autre problème est celui des retraites. Celles qui se sont battues pour mettre en place les divers réseaux existant ont commencé à prendre leur retraite ou la prendront prochainement. Dans certaines universités ou dans certains départements la relève est assurée, tandis que d'autres profitent de ces départs à la retraite pour supprimer ou mettre en veilleuse les enseignements féministes.

Florence Rochefort (France) - Depuis les années 2000, les études de genre ont pris un véritable essor en France, renouvelant et dynamisant les études sur les femmes et les rapports sociaux de sexe déjà implantées depuis la fin des années 1980 mais faiblement soutenues institutionnellement⁵⁰. Les principaux pôles de recherche et d'enseignement restent Paris, Lyon, Toulouse, mais des réseaux genre se constituent comme à Bordeaux par exemple.

On constate une forte demande étudiante, notamment vers les problématiques genre/sexualités, et l'extension disciplinaire de thématiques de genre notamment en géographie ; sciences de la communication; histoire de l'art et cultures visuelles; sociologie du sport; sciences sociales du religieux et des laïcités. On constate également une plus grande ouverture des enseignant-e-s ou chercheur-e-s non spécialistes vers l'intégration de résultats de recherche ou d'approches descriptives de dimensions genrées de leur sujet (sans pour autant se solidariser tout à fait avec le champ d'études de genre d'où un danger d'une certaine banalisation et appauvrissement de la notion au

⁵⁰ Voir notamment le rapport *Egalité entre les femmes et les hommes. Orientations stratégiques pour les recherches sur le genre* du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, novembre 2012. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000070/>. *Livre blanc Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche* (réalisé par l'ANEF Association nationale d'Etudes féministes), Paris, La Dispute, 2014.

détriment de solides problématiques de recherche incluant les rapports de pouvoir et de domination qui sont, elles, souvent encore stigmatisées comme « militantes »).

La sociologie et l'histoire restent des disciplines pionnières et sont le creuset où se produisent, dans un esprit d'ouverture pluridisciplinaire (notamment vers l'anthropologie et la science politique), les principales revues académiques (*Genre Travail Sociétés; Cahiers du Genre; Clio Femmes, Genre, Histoire; Genre et Histoire; Genre, sexualité & société; Cahiers du CEDREF; Nouvelles Questions Féministes*).

Depuis ce tournant des années 2000 et grâce au soutien institutionnel, un nombre non négligeable de thèses ont été consacrées pleinement au genre et –fait marquant– le nombre de disciplines concernées s'est largement étendu. Cela provient des éléments indiqués plus haut mais également d'une politique volontariste de la part, par exemple, de l'Institut Emilie du Châtelet pour le développement des études sur les femmes, le sexe et le genre, créé à l'initiative de la Région Île de France et qui depuis 2004 a pu attribuer 41 bourses doctorales et 30 bourses post-doctorales dans plus de 20 disciplines différentes⁵¹. De nouvelles générations de chercheur-e-s, plus souvent passées par des cursus internationaux, portent ses problématiques dans leur discipline, c'est le cas dans le Droit où un groupe de travail REGINE vient de publier *Ce que le genre fait au Droit*⁵². Un dialogue entre sciences humaines et sociale et sciences «dures» est mené au sein du CNRS et de l'IEC⁵³.

La création en 2012 d'un GIS Institut du Genre par le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) a été un signe fort de soutien institutionnel. Il est organisé nationalement, propose des appels d'offre thématique et organise à Lyon en 2014 un grand congrès des études de genre en France. Il est organisé autour de 9 axes prioritaires, choisis comme autant de thématiques émergentes à soutenir⁵⁴.

⁵¹ L'institut Emilie du Châtelet, désormais inséré dans un dispositif plus large intitulé Genre Inégalités Discriminations organise, outre l'attribution d'allocation et d'aides à manifestation scientifique: un séminaire et un cycle de conférences mensuels, des colloques et une journée jeunes recherches annuels, des assises annuelles qui permettent la rencontre entre recherche et associations féministes; des traductions vers le français d'œuvres majeures. Voir le site : <http://www.institutemilieduchatelet.org>

⁵² REGINE : Recherches sur le genre et les inégalités dans les normes en Europe voir leur site et ouvrage *Ce que le genre fait au Droit*, Paris, Dalloz, 2013. <http://regine.u-paris10.fr>

⁵³ Au CNRS a été mis en place un Réseau thématique Pluridisciplinaire sur le Genre qui produit notamment des appels d'offre; à l'IEC voir notamment le colloque en ligne « Mon corps a-t-il un sexe ? », un colloque sur Genre et Santé est en préparation pour 2015.

⁵⁴ <http://www.mshparisnord.fr/gis-institut-genre/>

Cette dynamique est portée également par la fédération de recherche sur le genre RING Réseau Interuniversitaire et Interdisciplinaire National sur le Genre et l'activité d'associations comme l'ANEF Association nationale d'études féministe ou Mnemosyne pour le développement de l'histoire des femmes et du genre, la recherche sur le genre. Pourtant la recherche sur le genre reste insuffisamment développée et très précaire. Nombre de points faibles sont à souligner : la fragilité des acquis et la part importante d'investissement bénévole pour soutenir ces recherches; la fragilité des pôles institutionnels liés à des choix politiques, à la détermination de certaines personnalités qui ne restent pas toujours en place et dans un contexte de restriction budgétaire ; les forts préjugés contre le genre (vu comme un axe militant) qui perdurent et entravent des parcours des jeunes chercheur-e-s; la difficulté de la diffusion des travaux aggravée par la crise des maisons d'édition malgré le relais d'une nouvelle diffusion numérique; le manque d'insertion dans la recherche internationale. On note également que la dynamique pluridisciplinaire et transdisciplinaire n'est pas suffisamment soutenue, toutes les évaluations et stratégies de carrière restant disciplinaires. Le point faible est aussi l'articulation recherche/ enseignement/ formation.

Magali Delaloye, Marta Roca i Escoda, Patricia Roux (Suisse) - Les études genre en Suisse ont suivi le parcours d'une institutionnalisation depuis la fin des années 90, en s'inscrivant dans une démarche de mise en réseau national assez exceptionnelle dans le contexte européen. A travers la conquête d'espaces institutionnels en Suisse, tels les enseignements labellisés « Genre » dans le parcours Bachelor de diverses disciplines, des Masters spécifiques genre, des écoles doctorales ainsi que de plus en plus d'unités de recherche « Genre » disciplinaires et interdisciplinaires, les études genre ont une belle présence dans le champ universitaire helvétique. Les informations circulent de plus en plus, les contacts et les échanges scientifiques se multiplient.

L'insertion actuelle des études genre au sein des universités suisses s'explique à la fois par les engagements, individuels et collectifs, qui ont œuvré à leur reconnaissance et par l'extension d'un discours général sur l'égalité des sexes qui, depuis plus de vingt

ans, a pris une large place dans le débat public, et, plus modestement, dans la politique scientifique⁵⁵. Au niveau universitaire, la mise sur pied d'un *Programme national de recherche* (PNR 35) sur les femmes dans la loi et dans la société (« Social and Legal Status of Women - Ways to Equality ») peut être considérée comme un pas fondateur. Ce programme a doté la recherche en études genre d'un premier apport financier, en soutenant 24 projets dans différentes disciplines entre 1993 et 1997. Au niveau politique, un premier rapport du Conseil suisse de la science sur l'état de la recherche et de l'enseignement en études genre en Suisse avait mis en évidence, en 1998, la faiblesse de leur institutionnalisation et de leur coordination dans les universités suisses, mais aussi le dynamisme des chercheur-e-s et enseignant-e-s intégrant cette perspective⁵⁶. En 2000, la politique helvétique relative à l'égalité et aux études genre prend un tournant avec d'importants financements de la Conférence universitaire suisse (CUS), institution mixte réunissant des politiques et des universitaires. Le tournant se prend d'abord avec un *Programme fédéral à l'égalité des chances* dont l'objectif principal a été de renforcer la relève scientifique féminine, notamment en développant des réseaux de mentoring et en tentant de doubler le nombre de femmes dans le corps professoral des universités, croissance non encore atteinte⁵⁷ (17% actuellement : la Suisse reste à la traîne sur le plan international)⁵⁸. Puis, à partir de 2005, la CUS s'implique dans le développement des enseignements en études genre. Le projet CUS, « Network Gender Studies Switzerland », finance des postes académiques fléchés « Genre », des écoles doctorales en genre et des instituts en études genre pour pérenniser l'enseignement et la recherche dans le domaine. Il s'achèvera en décembre 2016 et dès lors ce sera à la

⁵⁵ De manière plus développée sur ces points et sur les débuts de l'institutionnalisation des Etudes Genre en Suisse, voir Gaël Pannatier et Patricia Roux, *Institutionnalisation des études féministes en Suisse*, « Les cahiers du CEDREF » [En ligne], 13 | 2005, mis en ligne le 02 mars 2012, Consulté le 11 décembre 2013, <http://cedref.revues.org/629>.

Christine Michel, *The process of institutionalisation of women's and gender studies in Switzerland*, paper written for ATHENA (Advanced thematic network in activities in women's studies in Europe), juin 2001.

⁵⁶ Regula Burri, Irène Fleischmann et Elisabetta Pagnossin-Aligissakis (Eds), *Etudes femmes/ Etudes genre en Suisse*, Berne, Conseil suisse de la science, 1998.

⁵⁷ Pour l'Université de Lausanne, voir notamment le rapport dirigé par Fassa Farinaz, Sabine Kradolfer et Sophie Paroz (2008) *Enquête au royaume de Matilda. La relève académique à l'Université de Lausanne*. Lausanne, Genève : PAVIE Working Papers, n°1 (<http://www.unil.ch/liege/page66558.html>).

⁵⁸ Office fédéral de la statistique (2011). *Femmes et hommes dans les hautes écoles suisses. Indicateurs sur les différences entre les sexes* in « Education et sciences » 15, Neuchâtel. www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/publ.Document.149852.pdf (dernière visite: 9janvier 2014).

charge des universités de pérenniser, quand ce n'est pas déjà fait, les postes ouverts grâce à ce financement fédéral. Enfin, l'intérêt politique de la recherche en genre est également visible dans le financement actuel, par le Fonds national suisse (FNS), du deuxième *Programme national de recherche* (PNR 60, « Gender Equality ») qui compte 21 projets sur l'ensemble de la Suisse⁵⁹.

En dix ans, de nouvelles structures ont déjà beaucoup transformé le paysage des études genre en Suisse, et indéniablement, celles-ci ont désormais acquis une bonne visibilité auprès des étudiant-e-s (offre plus développée, mieux diffusée et plus accessible), des chercheuses et des chercheurs (centres de compétences, colloques de recherches, réseaux, etc.), du milieu académique et de la société. De manière générale, les universités suisses affichent donc assez clairement leur engagement pour une politique scientifique en faveur des études genre et de la promotion des femmes dans l'université.

Cette dynamique de coopération nationale ne va pourtant pas de soi. Parmi les difficultés structurelles auxquelles les chercheur-e-s en études genre ont à faire face, la multiplicité des langues reste une barrière centrale, un problème tout à fait concret qui ne facilite pas l'élaboration des projets, les discussions nationales et les échanges scientifiques – par ailleurs basés sur des traditions et des orientations théoriques différentes. Le fonctionnement très indépendant et variable de chaque université, lié au contexte particulier du système politique helvétique (fédéralisme décentralisé), ne favorise pas non plus des coopérations supra-universitaires. Dans ces conditions, les chercheur-e-s en études genre qui tiennent à établir des collaborations et une coordination au niveau national doivent élaborer des projets qui transcendent les frontières régionales, linguistiques et disciplinaires.

Sur le plan du réseautage, citons trois projets nationaux très dynamiques dans le champ des études genre en Suisse : la plateforme d'informations Gender Campus (2004)⁶⁰, le réseau de chercheur-e-s LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en Etudes Genre, 2001)⁶¹ et la Plateforme interfacultaire en Etudes genre de l'Université de

⁵⁹ Pour une description précise, cf. le site du programme: <http://www.nfp60.ch/F/Pages/home.aspx>.

⁶⁰ <http://www.gendercampus.ch>.

⁶¹ <http://www.unil.ch/liege>.

Lausanne (2013)⁶². Les trois réseaux visent à soutenir les personnes intéressées par les études genre et les questions d'égalité dans les Hautes Ecoles⁶³, le premier étant rattaché à l'Université de Berne et plutôt orienté vers l'espace germanophone et national, les deuxième et troisième à l'Université de Lausanne et orientés vers l'espace francophone. En quelques années, Gender Campus a prouvé son potentiel. Ce projet est toutefois financé depuis ses débuts par différents fonds à durée limitée et sa situation demeure précaire.

Le LIEGE est également le berceau de la reconfiguration de *Nouvelles Questions Féministes*⁶⁴. En effet, la revue a pu être relancée en 2002 grâce aux nouvelles forces qui se sont dégagées du LIEGE⁶⁵, qui a favorisé les échanges au sein et autour de la revue, et la récolte des fonds nécessaires à sa publication. La Plateforme genre (PlaGe) de l'Université de Lausanne, lancée en 2013, se construit en continuité du réseau LIEGE, visant à développer un pôle d'échange et de recherche interdisciplinaire au sein de cette université, notamment en renforçant la présence des études genre dans des facultés autres que les sciences sociales.

Ce tour d'horizon sur l'institutionnalisation des études féministes en Suisse et sur les projets novateurs mis en place ces dernières années fait état d'un dynamisme et d'un développement réjouissants. Il faut néanmoins souligner que c'est au prix de luttes constantes des chercheuses et enseignantes féministes que les projets aboutissent, et encore dans une forme souvent précaire. Nous ne sommes donc pas à l'abri d'un découragement toujours possible des personnes engagées dans le processus, ni des coupes budgétaires ou des changements de priorités scientifiques et politiques suisses, qui rendraient encore plus difficile la stabilisation des projets et des postes en études genre.

2. Enseigner une perspective genre: les défis actuels?

⁶² <http://www.unil.ch/plage>.

⁶³ Le paysage de la formation tertiaire suisse est composé d'une part des Universités et d'autre part de Hautes Ecoles spécialisées, plus orientées vers la pratique.

⁶⁴ L'histoire de cet événement est retracée dans l'article suivant: Patricia Roux, *Questions féministes: des nouvelles de Suisse*, in «*Nouvelles Questions Féministes*», Vol. 21, no. 1, pp. 4-17, 2002.

⁶⁵ Le nombre de membres du LIEGE s'est développé rapidement et n'a cessé d'augmenter, pour finalement regrouper aujourd'hui plus de 1000 personnes.

Catherine Wallemacq, Nadine Plateau (Belgique): « Enseigner une perspective genre » renvoie au débat classique à propos de la question de l'autonomie ou de l'intégration des women's studies, commencé dans les années 70 au sein même de ces études aux USA. Deux approches sont envisagées dans ce débat. L'une privilégie l'autonomie d'un cursus genre sanctionné par un diplôme et conçu dans une optique inter-disciplinaire, afin de répondre à la nécessité d'approfondir la recherche dans ce domaine et de consolider les bases théoriques de ces études. L'autre se concentre en priorité sur l'intégration d'une perspective genre dans les disciplines existantes afin d'améliorer la pertinence scientifique et sociale des savoirs. Pour Sophia, ces deux approches ne s'excluent pas pour autant que les études de genre conservent leur potentiel d'analyse critique et leur tradition de réflexion collective. L'association travaille aussi bien à la reconnaissance des études de genre par les universités comme un domaine de recherche et d'enseignement autonome qui doit être ancré de façon structurelle qu'à l'intégration du genre à tous les niveaux dans les cursus. Ce qui l'amène à choisir l'une ou l'autre option relève davantage du pragmatisme et de la stratégie. C'est ainsi qu'en fonction du contexte, flamand ou francophone, des opportunités différentes se dessinent. En Flandre, les efforts se sont concentrés sur un projet de master interuniversitaire, réunissant les cinq universités flamandes, grandement inspiré par la recherche de Sophia. Le projet, porté par des enseignant-e-s et chercheur-e-s, a été accepté au niveau politique et attend l'approbation d'un comité d'accréditation des instances officielles avant d'aboutir. En FWB, sans toutefois abandonner les tentatives de convaincre les autorités de l'intérêt d'un master genre qui n'ont toujours pas porté leurs fruits, la mobilisation se fait actuellement autour des personnes contact genre, récemment nommées à l'initiative du Ministre de la Fonction publique, désireux de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes au sein des universités. Un des points du cahier des charges définissant leur mission est en effet le soutien au développement de programmes spécifiques d'enseignement sur le genre. Dans ce deuxième cas de figure, le passage par les politiques d'égalité dans l'emploi pourrait s'avérer efficace par rapport à l'objectif d'institutionnalisation des études genre. On le voit, des stratégies diverses peuvent se déployer tout en poursuivant des

objectifs communs et en gardant cette exigence d'analyse critique que Sophia défend depuis sa création. De cette approche à la fois pragmatique et radicale témoigne l'expérience *Grabuges*⁶⁶, particulièrement originale dans le contexte belge francophone d'absence d'institutionnalisation des études de genre. Grâce au soutien de Sophia et de l'Université des femmes⁶⁷, le groupe *Grabuges* qui réunit de jeunes chercheur-e-s et enseignant-e-s d'universités et de disciplines diverses, organise chaque année plusieurs journées ainsi qu'un atelier méthodologique afin de faire progresser la réflexion sur les méthodes de la recherche féministe et de genre et ainsi aider les jeunes chercheur-e-s et les mémorant-e-s dans leurs travaux. *Grabuges* fournit aux doctorant-e-s et étudiant-e-s un lieu de réflexion et d'échanges avec des chercheur-e-s plus expérimenté-e-s des universités belges francophones désirant intégrer une perspective féministe ou de genre dans leur travail. D'abord groupe informel, *Grabuges* a profité de la création du nouvel outil interuniversitaire « groupe de contact » proposé par le FNRS⁶⁸ pour créer en juin 2010 un Groupe de Contact FNRS, intitulé « le genre : des théories aux stratégies de recherche », de manière à inscrire le groupe et ses activités dans un cadre plus formel. Il représente un appui important pour la pérennisation et l'approfondissement des échanges et des réflexions du réseau, en particulier auprès d'un public ciblé de doctorant-e-s en demande d'éclaircissements et d'outils méthodologiques pour intégrer le genre dans leurs travaux de recherche.

Au total, *Grabuges*, tout en fonctionnant (ou alors parce que fonctionnant ?) dans et hors université, arrive à proposer une nouvelle manière théorique de construire la problématique de l'autonomie/intégration. *Grabuges* semble dire que la proposition de Nina Lykke de considérer les women's studies comme « the oxymoron of a post-disciplinary discipline »⁶⁹ n'est pas aussi provocante qu'elle y paraît à première vue. Réunis à l'origine pour pallier l'absence d'encadrement scientifique dans le domaine du genre, les membres de *Grabuges*, qui restent ancrés dans des disciplines précises,

⁶⁶ Le Groupe belge associatif et interuniversitaire en études féministes, de genre et sur les sexualités, voir www.grabuges.com.

⁶⁷ L'Université des femmes (www.universitedesfemmes.be) est une association féministe d'éducation permanente.

⁶⁸ FNRS= Fonds national de la recherche scientifique

⁶⁹ Nina L. (2004), *Women's, Gender, Feminist Studies- a Post-disciplinary Discipline?*, in Braidotti et al., *The Making of Women's Studies*, volume V, Athena, Socrates Programme,.

développent via leur réseau et en s'appropriant des méthodologies pertinentes quel que soit le sujet ou quelle que soit la discipline, des hypothèses de travail et des réflexions qui dépassent de loin les frontières établies entre disciplines et entre niveaux d'étude. L'approche scientifique de *Grabuges* s'enracine dans la réflexion collective et l'analyse critique des savoirs établis qui exige de casser les frontières disciplinaires. Elle est indissociable d'un fonctionnement empreint de *care* qui ouvre un espace libre où l'évaluation et la compétition cèdent la place à l'échange constructif. C'est donc aussi en termes d'empowerment des femmes au sein de l'académie que *Grabuges* œuvre. De deux manières: d'abord en consolidant le réseau féministe dans les universités, réseau indispensable pour travailler les mentalités de l'ensemble de la communauté universitaire. Ensuite en acquérant une reconnaissance académique (Groupe FNRS) qui peut servir la cause de l'institutionnalisation.

Diane Lamoureux (Québec) - Le premier défi, qui a toujours existé, est celui du caractère « idéologique » de notre enseignement. Dans l'université néolibérale contemporaine, prévalent les notions d'utilité et de positivité. Il est certes possible de se prévaloir d'une certaine utilité dans la mesure où les gouvernements ont mis en place certains réseaux concernant l'égalité entre les hommes et les femmes, mais ces réseaux sont limités et surtout fragiles puisque ce qui prévaut désormais comme discours, c'est que l'égalité est déjà là et que le problème des inégalités de genre réside chez les « autres », pas chez « nous », les deux catégories étant suffisamment floues pour se prêter à toutes sortes de manipulations politiques et idéologiques. Au Québec, il y a également les groupes de femmes qui emploient un certain nombre d'anciennes étudiantes des cours d'études féministes, mais là encore c'est un débouché limité.

Quant au caractère idéologique de ces études, il semble évident lorsqu'elles se nomment « études féministes ». Il ne s'agit pas uniquement d'étudier la situation sociale des femmes ou les relations entre les sexes, mais de le faire dans une perspective précise, la transformation de cette situation. Dans le champ des sciences sociales, compréhension et action en vue du changement revêtent une complémentarité immédiate. Les études féministes sont donc tolérées (et une grande partie des enseignantes ou des étudiantes en études féministes se retrouvent dans ce champ de

savoir), mais pas nécessairement prises au sérieux et surtout pas très valorisées académiquement.

Il en va autrement dans d'autres domaines du savoir. Dans le domaine des sciences et des techniques, l'accent a surtout été mis sur l'ouverture de ces disciplines aux femmes et beaucoup moins sur les dimensions sexistes que pourrait receler ce champ de savoir. Dans celui de l'éducation, depuis l'insistance sur le *gender mainstreaming* dans les années 1990, ce qui prévaut, c'est moins le caractère sexiste des manuels scolaires ou les mauvaises conditions de travail d'un monde enseignant largement féminisé au niveau pré-universitaire, que les meilleures performances scolaires des filles et le taux de décrochage scolaire⁷⁰ des garçons. Comme on impute souvent ce dernier phénomène à la trop grande présence d'enseignantes, qu'on soupçonne de surcroît de féminisme, cela ne fournit pas un bon terreau pour les études féministes.

Il est un domaine où les études féministes peuvent avoir le vent en poupe, c'est celui des arts et des lettres. Étant donné la prévalence de la déconstruction et des réflexions postmodernes dans ce champ, certaines approches féministes (dont les théories postmodernes et le *queer*) sont particulièrement compatibles avec les courants dominant de ces disciplines. C'est probablement ce qui explique le nombre important d'étudiantes au sein des réseaux féministes universitaires qui se retrouvent dans ce domaine. Il est encore difficile de justifier leur objet d'étude, mais au moins leurs méthodes ne sont pas rejetées d'emblée.

Le deuxième défi est celui de l'imprécision de la «perspective genre». La notion est on ne peut plus polysémique. Si l'on prend en compte les organigrammes universitaires, à Concordia, le programme de *women's studies* est distinct de celui portant sur *gender and sexuality*, même si certaines enseignent dans les deux champs. À l'UQAM, il y a une Chaire de recherche sur l'homophobie qui est rattachée au REQEF, mais ce rattachement tient pour beaucoup au parcours intellectuel et militant de la titulaire de la Chaire.

On peut déceler au moins trois significations possibles de la notion de «perspective genre». Le premier concerne tous les phénomènes qui ont trait au caractère socialement

⁷⁰ Par décrochage scolaire, on entend le fait de quitter les études avant l'obtention du diplôme qui sanctionne la fin des études secondaires.

construit du genre. Cela permet d'englober de façon large tout ce qui a trait à la sexuation et aux rapports sociaux induits par cette sexuation. Sur le plan intellectuel, cela regroupe autant les problématiques LGTBIA que *queer*. Le deuxième peut concerner les rapports sociaux de sexe, ce qui implique de mettre l'accent sur les inégalités de genre auxquelles font face les femmes. Sur le plan intellectuel, cela inclut la plupart des *standpoint theories*, y compris le *black feminism* et le féminisme postcolonial. Un troisième sens peut s'apparenter aux politiques de *gender mainstreaming* : le genre est alors perçu comme un marqueur social parmi d'autres qui permet d'ajouter une certaine plus-value à des programme des recherche.

Le troisième défi est celui de la discontinuité. Cela se fait sentir autant dans le domaine de l'enseignement que celui de la recherche. Dans le domaine de l'enseignement, la plupart des personnes qui œuvrent dans le domaine des études féministes sont embauchées dans des départements disciplinaires; dans certains cas, il peut s'agir d'un *joint appointment*, ce qui veut dire que la personne est embauchée conjointement dans une discipline et dans un institut à perspective genre; dans des cas rarissimes, les personnes sont uniquement rattachées aux *women's studies*. Il en résulte que les enseignantes féministes doivent prioritairement enseigner des cours disciplinaires et pas nécessairement à perspective féministe, qu'un cursus cohérent de cours est difficile à construire et que là où existent des concentrations⁷¹, la possibilité de mettre les cours à l'horaire dépend largement des départements disciplinaires et des marchandages institutionnels dans chacun des programmes. Dans le domaine de la recherche, la perspective genre ne constitue pas un handicap en tant que telle, puisque plusieurs projets et équipes de recherche ont été subventionnés. Là où le bât blesse, c'est au plan de la valorisation de la recherche en termes curriculaires. Où publier? La seule revue savante, *Recherches féministes* publie essentiellement des numéros thématiques et ne paraît que deux fois l'an. Plus une revue disciplinaire est cotée⁷², plus elle est réfractaire à la perspective genre. De plus, pour les francophones, se pose le problème de la langue de publication, les revues les mieux cotées étant les revues anglophones.

⁷¹ Bloc de cours portant sur un domaine particulier à l'intérieur d'un programme d'études. Au premier cycle (licence), ces blocs sont usuellement de 5 à 10 cours, aux deuxième et troisième cycles (maîtrise et doctorat), ils dépassent rarement 2 cours.

⁷² Selon les indices internationaux de classification des revues.

Florence Rochefort (France) - L'enseignement sur le genre, malgré sa fragilité, s'est prolongé et renforcé notamment par la création de masters sur le genre: à Paris (EHESP; Université Paris 8; Université Paris 7) ; à Lyon (master européen EGALE); à Toulouse (master GEPS et master EGALÉS) Rennes (DIU Diplôme Interuniversitaire). Plusieurs manuels en histoire, sociologie, sciences politiques ont été publiés et rendent compte de cette nouvelle étape de transmission. Cet enseignement est cependant très fragilisé par les restructurations ministérielles en cours qui visent à diminuer les spécialités de master et les master recherche en particulier.

Par ailleurs, les enseignements en premier cycle universitaire (niveau licence) sont rares, aléatoires et le plus souvent facultatifs. Ils dépendent de la bonne volonté de certaines enseignant-e-s dont beaucoup partent à la retraite sans avoir pu consolider leur enseignement. Aussi a-t-il été recommandé au ministère de créer des enseignements obligatoires, mais dans le contexte des réformes sur l'autonomisation des universités, cela semble difficile à réaliser «par le haut».

On notera donc un déficit certain et inquiétant de l'enseignement sur le genre au plan universitaire, ce qui rend la transmission vers l'enseignement secondaire (lycées-collèges) délicat alors que la demande s'en est fait sentir⁷³, notamment au moment où une « querelle des manuels scolaires » a éclaté et où un lobby droitier part systématiquement en guerre contre « la théorie du genre » dans le contexte de la polémique autour du mariage pour les personnes de même sexe.

Magali Delaloye, Marta Roca i Escoda, Patricia Roux (Suisse) : De manière générale en Suisse, on peut considérer que l'intégration d'une perspective genre dans l'enseignement est acquise, si ce n'est que ses implications ne sont pas toujours maîtrisées : il arrive encore parfois que des enseignant-e-s ou des chercheur-e-s limitent la prise en compte du genre à une comparaison entre hommes et femmes, réduisant le genre à une simple variable – le sexe – sans repenser leur discipline avec les outils des

⁷³ On notera le succès éditorial du contre manuel *La place des femmes dans l'histoire une histoire mixte*, Paris, Belin, 2010, élaboré par les chercheur-e-s de l'association Mnémosyne pour le développement de l'histoire des femmes et du genre.

théories développées dans les études genre. L'enjeu est donc à la fois de renforcer la crédibilité scientifique de la recherche genre et de mieux diffuser les théories féministes.

La réussite de cette intégration des études genre dans la formation universitaire se constate dans l'intérêt des étudiant·e·s, qui se traduit dans le choix de thèmes de mémoires et de thèses, dans l'accumulation d'un capital de connaissances de mieux en mieux diffusées et de plus en plus assumées ainsi que dans le cursus de formation. Sur le plan du Bachelor d'abord, l'offre en enseignements genre n'a cessé de croître ces dernières années. Cependant, leur présence varie considérablement selon les facultés et les universités, alors même que leur intégration aux structures existantes est cohérente avec leur caractère transversal. Le défi sur ce plan est donc d'étendre la volonté politique d'intégrer les études genre à toutes les disciplines et de pratiquer pendant plusieurs années une politique d'engagement d'enseignant·e·s qui soit centrée sur le recrutement de spécialistes en la matière⁷⁴.

Au niveau des Masters, le développement actuel des études genre en Suisse romande prend deux directions. Dans un premier temps, les Universités de Genève et de Lausanne avaient en commun un DEA (diplôme d'études approfondies) en Etudes Genre, de 1995 à 2006. Par la suite, ces deux universités ont créé deux Masters de nature différente : Genève a conservé la forme d'un Master «Genre» interdisciplinaire; Lausanne, elle, a inscrit une spécialisation «Genre» dans son Master en sciences sociales. Ces deux directions exemplifient parfaitement les débats et les discussions lancés dans bon nombre d'universités quant aux modalités d'institutionnalisation des études genre, en dégageant une alternative dont chacun des pôles a ses avantages et qui sont, au fond, complémentaires : est prônée d'un côté la création d'unités de recherche autonomes et, de l'autre, l'insertion de cette approche dans les disciplines déjà existantes. Cette dernière voie a également été choisie par les Universités de Fribourg et de Neuchâtel qui proposent des enseignements « Genre » dans certains de leurs départements (principalement histoire et sociologie à Fribourg et études des migrations à Neuchâtel).

⁷⁴ Parini L. (2001), *Quel avenir institutionnel pour les études genre?*, in «Carnets de bord. Revue des jeunes chercheurs en sciences humaines», Genève, no. 1.

Sur le plan post-grade, les Ecoles doctorales et les programmes doctoraux suisses en Etudes Genre sont liés au sein d'un réseau interuniversitaire, qui existe depuis 2002 et rassemble les universités suivantes : Bâle (Graduiertenkolleg Geschlechterforschung IV: Geschlechterverhältnisse - Normalisierung und Transformation), Berne/Fribourg (Doktoratsprogramm Gender Studies), IHEID/Fribourg/Genève/Lausanne/Neuchâtel (Programme doctoral CUSO en Etudes Genre), Zurich (Doktoratsprogramm Gender Studies : Verkörperung- Geschlecht – Konstruktion. Ästhetische und soziale Praktiken). Il s'agit de programmes de formation interdisciplinaires⁷⁵ destinés aux doctorant-e-s ainsi qu'aux chercheur-e-s dans toutes les disciplines. Il suffit que le genre constitue une catégorie d'analyse centrale de leur recherche pour pouvoir les intégrer. Le réseau organise des événements aussi bien locaux que nationaux ou internationaux. La Swiss International Summer School in Gender Studies, organisée tous les trois ans dans le cadre du Projet CUS « Network Gender Studies Switzerland », en constitue un exemple. Au niveau romand, l'institutionnalisation de la formation doctorale est en excellente voie. Après une école, financée conjointement par le FNS et la CUS (2008-2011), le Programme doctoral CUSO en Etudes Genre⁷⁶ a pris le relais, devenant un programme à part entière de la Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO), institution faîtière des universités romandes.

Obtenir des postes, notamment de professeur-e-s et de chef-fe-s de projet, est certes indispensable pour le développement des études genre, afin de former et sensibiliser un maximum de personnes, mais aussi pour avoir accès aux instances de décision et obtenir des fonds de recherche. La démarche en réseau et le fonctionnement collectif tels que les pratiquent le LIEGE et la revue *Nouvelles Questions Féministes* nous semblent un exemple innovateur dans la tentative de concilier un objectif d'intégration institutionnelle, de transmission des savoirs féministes et une dimension critique. Mais la réflexion doit être poursuivie et d'autres démarches collectives développées pour accentuer la portée politique des études genre, notamment dans une visée de transformation des structures académiques, profondément patriarcales.

⁷⁵ Parini L. (2004), *L'expérience interdisciplinaire à l'Ecole doctorale lémanique en Etudes Genre*, in «*Nouvelles Questions Féministes*», Vol. 23, no. 1.

⁷⁶ La Conférence Universitaire Suisse Occidentale, est à son tour l'institution commune des établissements universitaires de Suisse romande (cf. gender.cuso.ch).

Plusieurs aspects nous paraissent d'importance dans la mise en place d'enseignements en études genre. Au-delà d'enseignements (dès les années 80) et de recherches développées au gré d'initiatives individuelles et non institutionnalisées, les deux premiers postes de professeure auxquels a été explicitement attaché le label « Etudes Genre » ont été créés à l'Université de Lausanne en automne 2000 et à l'Université de Bâle au printemps 2001. Appuyés par le contexte international et national favorable de ces dernières années, ils sont le fruit d'une conjonction de mobilisations d'étudiant-e-s, doctorant-e-s et enseignant-e-s de ces universités, et d'un appui venant du haut, soit du rectorat de ces universités. Pendant la première décennie des années 2000, d'autres postes de professeur-e-s en études genre ont été créés dans plusieurs universités suisses romandes et dans diverses facultés. Par ailleurs, les postes attribués aux études genre dans le corps intermédiaire (assistant-e-s, maître assistant-e-s, etc.) se sont multipliés également dans différentes universités. L'ouverture de ces chaires a été un signal important. Elle a permis d'une part l'ancrage clair de ces études dans l'institution – même si les moyens restent modestes – et le développement de dynamiques au sein de plusieurs universités. Dans les actions autour de la création de ces nouveaux postes, deux postures principales coexistent désormais : celle plus militante, qui continue à utiliser les savoirs féministes comme un outil de transformation du monde, et celle qui part de l'idée que le genre est une perspective scientifique admise, institutionnalisée et crédible, qui ne nécessite plus de lutter pour que sa portée soit reconnue. Tant que ces deux postures coexistent, elles peuvent chacune à leur manière contribuer à l'institutionnalisation des études genre. Mais si l'une venait à disparaître au profit de l'autre, il est fort possible que ce processus institutionnel se délite et que les études genre perdent de leur force actuelle.

3. Études Genre en Europe/Canada: perspectives?

Catherine Wallemacq, Nadine Plateau (Belgique) : Les perspectives varient considérablement d'un pays à l'autre suivant le degré d'institutionnalisation de ces études. Le point commun réside sans doute dans le contexte néolibéral qui redéfinit le savoir et sa production. On connaît les reculs dans des pays ayant développé ce domaine

depuis longtemps (Scandinaves par exemple) et les avancées dans des pays ayant institutionnalisé ces études récemment (Baltes par exemple). Ce qui reste commun, c'est la difficile reconnaissance ou le manque de soutien par les autorités académiques et la fragilité institutionnelle de ces études qui risquent à chaque fois d'être sacrifiées dans les plans de réorganisation des universités.

Dans ce contexte géographiquement variable, la meilleure perspective ne serait-elle pas d'arriver à ce que la question des savoirs (thème inconnu du grand public et rarement abordé dans les médias), question cependant éminemment politique, fasse partie du débat public. Il faudrait alors la sortir de la «forteresse université» ce qui s'avère d'autant plus nécessaire que les problèmes auxquels l'université est confrontée dépassent largement le cadre strictement académique et national. Ces problèmes résultent de choix de société effectués au minimum à l'échelle européenne. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer la tendance à la marchandisation des universités. Loin de leur vocation première de service à la société, elles sont devenues des lieux à la recherche du profit, bradant le contenu des formations pour attirer plus d'étudiant-e-s, donc plus d'argent. Les filières reconnues deviennent celles que l'on peut vendre, celles qui proposent des débouchés concrets et rentables. L'université privilégie désormais les savoirs qui seront utiles au marché et non ceux qui (re)pensent la société et proposent de l'améliorer. Pour les chercheur-e-s, cela se traduit par la nécessité d'une production de publications soutenue, dans des revues à comité de lecture. Le temps de la maturation d'un sujet, où on laissait une problématique mûrir, reposer, avant de la réinterroger, est loin. C'est le court terme qui s'impose désormais, dicté par ces *rankings* qui classent les universités, dont l'unique obsession est d'y figurer en bonne place au détriment de tout intérêt pour le contenu. La recherche qui compte est celle qui rapporte dans ce système, celle qui est soutenue par l'industrie aussi. Les sciences humaines sont dès lors délaissées dans bon nombre de pays, les universités choisissant de « privilégier les savoirs utilitaristes et vendables aux dépens des sciences fondamentales et des savoirs de portée humaniste, critiques et réflexifs »⁷⁷.

⁷⁷ Manifeste pour des universités à la hauteur de leurs missions : www.univendebat.eu/signez-le-manifeste/manifeste-pour-des-universites-a-la-hauteur-de-leurs-missions/.

Dans ce contexte, il revient aux personnes qui cherchent à promouvoir les études de genre de trouver des stratégies - voire des ruses - leur permettant de favoriser l'institutionnalisation des études de genre en s'appropriant de façon critique une partie des arguments dominants et entendus dans les universités pour pouvoir être écoutées. Il leur revient d'avoir une vision fine des mécanismes à l'œuvre pour jongler avec leurs contradictions et s'engouffrer dans les brèches, profiter des failles.

Deux stratégies pourraient être efficaces pour renforcer la légitimité des études de genre. La première, consolider les réseaux européens d'études féministes car l'Europe se préoccupe, elle, des savoirs et des tendances lourdes vont dans le sens de leur marchandisation. Il en existe comme ATGENDER qui s'inscrit dans la continuité d'ATHENA, le réseau européen financé par le programme Socrate dont les publications témoignent d'une réflexion critique et novatrice à propos des études de genre au niveau européen.

La seconde stratégie consisterait à défendre une vision radicale des études de genre (critique et transdisciplinaire, tout en gardant une démarche pragmatique) auprès de celles et ceux et de leurs associations qui résistent à l'emprise néo-libérale sur les universités et à la marchandisation actuelle des savoirs. On pense ici aux mouvements de «slow science» qui prônent - à l'instar de la «slow food» pour une alimentation durable - un savoir qui prend le temps de se former et privilégie la qualité à la quantité.⁷⁸ En Belgique, le licenciement de Barbara Van Dyck, une chercheuse de la KULeuven⁷⁹ qui a dû quitter son poste après avoir défendu publiquement la destruction d'un champ d'OGM, a marqué les esprits tout en mettant en lumière une collusion entre le monde universitaire et celui des entreprises menaçant la liberté académique⁸⁰ L'événement a été suivi quelques mois plus tard, en janvier 2012, par la démission d'une philosophe de l'ULg⁸¹ qui s'est justifiée au sein de son université puis au-delà en «dénonçant la dégradation des universités européennes et en particulier le productivisme et l'arrivisme ambiants, devenus insoutenables».⁸² Peu après, des

⁷⁸ Voir <http://slowscience.fr/> ou <http://threerottenpotatoes.wordpress.com/independent-science-2/>

⁷⁹ Université flamande de Louvain

⁸⁰ Voir <http://threerottenpotatoes.wordpress.com/2011/09/15/aktie-tegen-het-ontslag-van-barbara-van-dyck-bij-de-opening-van-het-academiejaar-in-leuven/>

⁸¹ Université de Liège

⁸² www.univendebat.eu/.

chercheur-e-s-enseignant-e-s de l'ULB publiaient dans un des grands quotidiens francophones une lettre ouverte appelant à une « désexcellence des universités ». ⁸³ Ensuite, une discussion continue a animé la Flandre en 2013. Initiée par un groupe de jeunes chercheur-e-s et professeur-e-s, elle portait sur le tournant que prennent les universités en privilégiant la quantité à la qualité. ⁸⁴

Les féministes des études de genre ont leur place dans ce combat car elles sont fondamentalement critiques et se revendiquent d'une longue tradition épistémologique de critique du savoir. Surtout, elles proposent des pistes pour le repenser, elles interrogent le lien entre recherche et militantisme et elles déplacent le regard, mettent au jour les angles morts de la pensée, ouvrant la possibilité de solutions concrètes. Dans un monde en crise, à laquelle l'université n'échappe pas, les études de genre peuvent donc insuffler une nouvelle énergie et ouvrir la voie à des alternatives. Elles apporteraient une bouffée d'oxygène à une université à bout de souffle.

Diane Lamoureux (Québec) - Il est possible d'envisager l'avenir, soit avec optimisme, soit avec pessimisme, selon le point de vue où l'on se place. Commençons par la vision optimiste. La formation du REQEF a donné une meilleure visibilité aux études féministes au Québec et a permis de regrouper des membres dans la quasi-totalité des institutions du réseau universitaire québécois. Cependant, la possibilité de maintenir le réseau dépend des programmes subventionnaires. La première tranche de subvention se termine à la fin de la présente année scolaire. Il y a eu une demande de renouvellement, mais le réseau est en compétition avec d'autres réseaux de recherche interuniversitaires pour obtenir du financement. De plus ce financement est accordé pour des périodes limitées (3 à 5 ans), ce qui permet au mieux d'avoir une vision à moyen terme.

Il n'en demeure pas moins que le REQEF s'est doté de 5 projets structurants qui seront à même de pérenniser le champ de recherche. Le premier concerne l'organisation du congrès international des recherches féministes dans la francophonie, une initiative qui était d'ailleurs partie du Québec en 1997. Le deuxième concerne l'établissement de chantiers de recherche interuniversitaires et interdisciplinaires; cela permettra de

⁸³ www.lalibre.be/debats/opinions/article/728010/pour-une-desexcellence-des-universites.html

⁸⁴ <http://actiegroep Hoger Onderwijs.wordpress.com/>

renforcer des structures déjà existantes et de favoriser de nouvelles initiatives de recherche. Le troisième concerne le projet mémoire, qui vise à fixer les traces des mouvements de femmes au Québec depuis la fin du 19^e siècle et qui donnera probablement lieu à une plateforme web. Le quatrième est de maintenir des journées d'études annuelles entre les chercheuses impliquées et le cinquième concerne les colloques annuels impulsés par le REQEF, de même que les colloques étudiants et les colloques à contenu féministe proposés par des membres du REQEF. Toutefois, pour se maintenir, et la subvention réseau et d'autres subventions sont nécessaires et, dans ce domaine, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles sont aléatoires.

Sur une note plus pessimiste, se pose le problème de la continuité, tant en ce qui concerne les étudiantes qu'en ce qui concerne les enseignantes chercheuses. En ce qui concerne les enseignements, les programmes ne sont pas menacés à Concordia et à McGill mais reposent sur des effectifs professoraux on ne peut plus limités. À l'UQAM, la direction actuelle semble assez favorable au développement des études féministes et les concentrations ne sont donc pas menacées dans leur ensemble, même si elles ne disposent pas toujours d'un nombre suffisant d'enseignantes chercheuses titularisées, principalement pour donner les cours transdisciplinaires. À Laval, le programme de deuxième cycle périlite depuis plusieurs années et repose en grande partie sur le travail bénévole de celles qui le font vivre; par contre, le succès de l'université féministe d'été se maintient. Dans les composantes régionales de l'Université du Québec, de même qu'à l'Université de Sherbrooke et à l'Université de Montréal, il n'y a pas de programmes constitués et l'enseignement repose donc sur les épaules de quelques individus, un peu moins isolées depuis l'existence du REQEF, mais dont certaines approchent de l'âge de la retraite et ne seront pas nécessairement remplacées.

En ce qui concerne les recherches, celles-ci sont de plus en plus soumises à l'efficiencia néolibérale, à la performance qui implique de publier dans des revues prestigieuses, à la concentration et à la diminution des crédits affectés à la recherche. Comme les études féministes ne coïncident pas vraiment avec cette perspective, on peut prévoir qu'elles soient minorisées ou marginalisées.

Il n'en reste pas moins que, lorsque l'on se compare, on peut en partie se consoler puisque, institutionnellement, le présent et l'avenir des études féministes au Québec

semblent un peu plus solides que ce qui prévaut dans les autres espaces francophones du nord, à l'exception peut-être de la Suisse romande.

Florence Rochefort (France) - La recherche internationale, nord américaine et européenne est toujours essentielle pour irriguer le terrain français et stimuler et soutenir les chercheur-e-s en études de genre qui sont le plus souvent à titre personnel en lien avec des réseaux de recherche internationale. Les revues sont notamment un moyen privilégié de faire connaître la recherche internationale, avec une sur-représentation des traductions de l'anglais vers le français et un certain déficit de lien intra européen. Ce lien devrait être renforcé par une meilleure structuration internationale et un plus grand investissement de la recherche française sur le genre dans les réseaux existants. Le réseau MAGE est un des seuls réseaux français qui s'est internationalisé.

Le passage par la traduction en anglais des travaux français semble une étape indispensable. Le CNRS a d'ailleurs lancé une politique de soutien à la traduction dont a bénéficié la revue *CLIO Femmes, Genre, Histoire* pour une version anglaise qui sera disponible en 2014 sur des portails internationaux. La question de la préservation des langues nationales se pose néanmoins.

Une meilleure synergie internationale est un des défis majeurs à relever que les faiblesses du réseau national ne favorisent pas.

Magali Delaloye, Marta Roca i Escoda, Patricia Roux (Suisse) - En raison de sa position, la Suisse se trouve à la croisée des influences allemande et française et peut être un cas d'école pour la mise en commun d'un savoir pluriel, issu de traditions variées. Son cas permet également de constater les difficultés des échanges plurilinguistiques. En effet, même avec les nombreux projets nationaux, on constate que les études genre en Suisse allemande se rapprochent davantage de l'Allemagne et la Suisse romande de la France et ce pour des raisons évidemment linguistiques, mais également d'opportunités de carrière et de reconnaissance dans le monde académique. Cette différence s'est fait remarquée notamment dans la mise en place des centres en études genre. L'influence de l'Allemagne sur la Suisse allemande s'est traduite par la

création de Centres de recherche interdisciplinaires en études genre dans les trois principales universités alémaniques: le Kompetenzzentrum Gender Studies (KGS, 1998) à Zurich, l'Interdisziplinäres Zentrum für Frauen - und Geschlechterforschung (IZFG, 2001) à Berne, le Zentrum Gender Studies (ZGS, 2001) à Bâle. Ces centres ont permis de visibiliser et de coordonner l'ensemble des études genre dans ces universités. Ils ont été fondés par des enseignant·e·s rattaché·e·s à différentes facultés, intégrant la perspective de genre dans leurs recherches et dans leurs cours. Cette dynamique alémanique doit certainement beaucoup au développement institutionnel des études féministes en Allemagne, en avance d'une dizaine d'années sur la Suisse. En Suisse romande, la création de centres était moins interdisciplinaire, ils ont été rattachés à des facultés liées aux sciences sociales: Genève a créé l'Institut en Etudes Genre, en 1995, au sein de la Faculté des sciences économiques et sociales et Lausanne a créé le LIEGE en 2001 au sein de la Faculté des sciences sociales et politiques. Ce dernier a changé de nom en 2008, lorsque la Direction de l'Université de Lausanne l'a stabilisé de façon structurelle: c'est aujourd'hui le Centre en Etudes Genre LIEGE, une structure à distinguer de la récente PlaGe qui, elle, se construit de manière transversale et explicitement interdisciplinaire.

Au niveau des recherches, pour le dire rapidement, il faut noter que, sous l'influence allemande, la perspective *Queer* s'est davantage développée en Suisse alémanique (en particulier à Bâle) qu'en Suisse romande. En revanche, la perspective dominante en Suisse romande est celle du féminisme matérialiste. Cela est sans doute dû à toute l'activité développée autour de la revue *Nouvelles Questions Féministes*, qui, depuis qu'elle a été rattachée à l'Université de Lausanne et au LIEGE, a grandement contribué à faire de la Suisse romande un pôle de compétences en études genre reconnu au niveau international. Il faut dire qu'en amont déjà, une génération de professeures qui avaient milité au MLF et s'inspiraient de la revue, avait implanté, quand les études genre n'existaient pas encore, cette perspective féministe dans leur domaine, en sociologie du travail par exemple.

La partition linguistique de la Suisse laisse également voir la variété des axes thématiques en pleine effervescence dans les études genre qui traversent l'Europe. On peut en dégager plusieurs, sans être exhaustives et en se centrant principalement sur la

Suisse romande. D'abord, l'intersectionnalité est une problématique transversale à l'ensemble des universités suisses, qui a été particulièrement visible lors du 6^e Congrès international des recherches féministes francophones, organisé à l'Université de Lausanne en 2012. La question des sexualités (et en particulier de l'homosexualité) représente ensuite un champ d'études important, avec de nombreuses recherches en cours, notamment aux Universités de Lausanne, Bâle et Saint-Gall. Mais les thèmes traditionnels des études genre ne sont pas à oublier et profitent d'approches renouvelées, tant historiques que sociologiques: le travail (Lausanne), la famille (Fribourg), les violences (Genève et Lausanne) et l'histoire des mouvements féministes (Lausanne et Berne). Enfin, de nombreux autres domaines de recherche innovants portent la marque du genre :: les migrations (Neuchâtel, Fribourg et IHEID⁸⁵), les questions de développement (IHEID), le droit international (Berne), le corps (Genève et Lausanne), les médias (Lausanne) ou encore les religions (Lausanne et Zurich), pour ne citer que les principaux. La vitalité de la perspective genre dans ces domaines ouvre des panoramas réjouissants pour l'inclusion du genre dans les disciplines déjà établies, comme la sociologie, l'anthropologie, l'histoire et la littérature, entre autres. Cependant, il faut continuer à nourrir l'interdisciplinarité qui représente la richesse des études genre, cela demeure un enjeu important pour les années à venir.

Le développement des études genre en Suisse francophone, mais aussi au niveau européen, a développé un appareillage théorique important avec de plus en plus de publications dans la plupart des pays. Cependant, en Suisse et ailleurs, l'on constate une spécialisation thématique qui tend à s'affirmer de plus en plus dans diverses équipes de recherche en Europe. Ce phénomène est en contraste avec la perspective *gender mainstreaming* propulsée par la Commission européenne, avec pour objectif d'intégrer le genre comme une préoccupation de toutes les disciplines⁸⁶.

Pour un état des lieux détaillé des enseignements disponibles à tous les niveaux de la formation universitaire, voir le site Gender Campus, qui offre depuis septembre 2005 une consultation en ligne de l'ensemble des enseignements centrés sur le genre dans la totalité des universités suisses : www.gendercampus.ch.

⁸⁵ Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement.

⁸⁶ Cf. Fassa et Kradolfer, à paraître.

Remarques finales

En guise de conclusion à cette seconde table ronde, il est important de souligner les aspects positifs qui émergent des témoignages.

Tout d'abord, il est évident que lorsque l'engagement individuel s'ajoute au soutien des institutions et du monde politique, il est possible d'obtenir des résultats plus amples et durables. Il s'agit d'alliances qui peuvent conduire à cet incontournable changement structurel dans les institutions, inclut le monde universitaire, dont les études genre s'occupent avec succès depuis plusieurs années.

En outre, l'offre d'enseignements genre est un élément indispensable. Cette offre peut se poursuivre soit en incluant des parcours de spécialisation dans les différentes disciplines soit en créant des parcours spécifiques, avec des chairs «genre», ce deuxième choix étant sans doute plus complexe.

Le problème, déjà mentionné, de l'alternance générationnelle, entraîne lui aussi une retombée positive: les jeunes générations portent une multiplicité de sujets qui offrent un nouvel élan aux études genre, qui parfois risquent d'apparaître comme datés et liés à un passé que l'on aperçoit – à tort - comme dépassé. Les thèmes tels que, l'intersectionnalité, les sexualités, les études Queer, les perspectives post-coloniales, l'étude des nouveaux médias, pour en citer seulement quelques-uns, permettent d'explorer les diversités plurielles. Tout cela actualise un parcours qui a permis – il ne faut pas l'oublier - une prise de conscience importante à savoir: la possibilité de ne pas adhérer à une pensée unique, dans un parcours qui partant de la dualité est arrivé à la multiplicité.

Finalement, les interviewées ont inclus des références directes à des Centres de recherche, Départements universitaires, Associations qui soutiennent la perspective genre, Réseaux internationaux et nationaux. Il s'agit d'informations précieuses, qui rendront la tâche plus facile aux lectrices et lecteurs qui le désirent d'intégrer la perspective genre dans leur parcours d'étude, recherche ou enseignement, ou aideront à trouver des contacts auprès de celles et ceux qui souhaitent se spécialiser à l'étranger en suivant un parcours d'études spécifique.